

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 juillet 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 87 de l'ordre du jour provisoire*

Développement durable**Activités entreprises pendant l'Année internationale
de l'eau douce en 2003 et poursuite des efforts
visant à assurer le développement durable
des ressources en eau****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 57/252 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-neuvième session, un rapport sur les activités entreprises pendant l'Année internationale de l'eau douce, 2003. Dans sa résolution 55/196, l'Assemblée avait proclamé l'année 2003 Année internationale de l'eau douce, engagé les États Membres, les organismes des Nations Unies et tous les autres acteurs à saisir l'occasion qu'offrirait la célébration de l'Année pour mieux faire comprendre l'importance de l'eau douce, et demandait aux États Membres, aux organisations nationales et internationales, aux grands groupes et au secteur privé d'offrir des contributions volontaires conformément aux principes directeurs concernant les années internationales et les anniversaires. Dans sa résolution 56/192, l'Assemblée s'est félicitée des activités menées par les États, le Secrétariat, les organismes des Nations Unies participant à des activités interorganisations en rapport avec l'eau douce et les grands groupes dans le cadre des préparatifs de la célébration de l'Année. Le présent rapport recense toutes les activités entreprises durant l'Année, à tous les échelons. Il fait aussi état des partenariats et des accords conclus dans le cadre de ces initiatives, et il étudie la possibilité de prévoir une action au-delà de 2003. Les activités de l'Année ont été axées sur l'information; le rapport passe donc en revue de façon détaillée les initiatives de sensibilisation menées à tous les niveaux. Il est évident que l'Année fera sentir ses effets au-delà de 2003 puisque

* A/59/150.



l'Assemblée générale a proclamé la période 2005-2015 Décennie internationale d'action, « L'eau, source de vie ». Le rapport présente dans leurs grandes lignes de nouvelles activités qui porteront sur l'utilisation et la gestion durables de l'eau douce.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction et rappel des faits	1–5	3
II. Arrangements institutionnels et coordination interinstitutions	6–12	4
III. Autres activités internationales	13–14	6
IV. Activités nationales	15–18	7
V. Information et éducation du public	19–28	8
VI. Partenariats	29–34	10
VII. Exemples d'enseignements tirés	35–40	11
VIII. Après 2003	41–43	12

I. Introduction et rappel des faits

1. Dans sa résolution 55/196 du 20 décembre 2000, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2003 Année internationale de l'eau douce, engagé les États Membres, les organismes des Nations Unies et tous les autres acteurs à saisir l'occasion qu'offrirait la célébration de l'Année pour mieux faire comprendre l'importance de l'eau douce, et demandé aux États Membres, aux organisations nationales et internationales, aux grands groupes et au secteur privé d'offrir des contributions volontaires conformément aux principes directeurs concernant les années internationales et les anniversaires. Dans sa résolution 56/192 du 21 décembre 2001, elle s'est félicitée des activités menées par les États, le Secrétariat, les organismes des Nations Unies participant à des activités interorganisations en rapport avec l'eau douce et les grands groupes dans le cadre des préparatifs de la célébration de l'Année. Dans sa résolution 57/252 en date du 20 décembre 2002, elle a également prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-neuvième session, un rapport sur les activités entreprises au cours de l'Année. Le présent rapport fait suite à cette demande.

2. On comprend beaucoup mieux depuis quelques années le lien qui existe entre l'utilisation des ressources en eau et le développement durable. Cette prise de conscience résulte en partie d'un certain nombre d'initiatives et d'actions menées aux niveaux national et international, notamment la Déclaration du Millénaire, en 2000, et le Sommet pour le développement durable de Johannesburg (Afrique du Sud), en 2002. La Déclaration du Millénaire a attiré l'attention sur ces questions en établissant un certain nombre d'objectifs en matière de développement convenus à l'échelon international, notamment la réduction de moitié d'ici à 2015 du nombre de personnes privées d'accès à l'eau potable et l'arrêt de l'exploitation irrationnelle des ressources en eau. Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg issu du Sommet a réaffirmé et développé ces objectifs, donnant pour but à atteindre la mise au point de stratégies nationales de gestion des ressources en eau et la réduction de moitié d'ici à 2015 de la proportion de personnes qui n'ont pas accès à des services d'assainissement de base.

3. L'Année internationale de l'eau douce, 2003, a permis de faire le point des résultats du Sommet et de la réalisation des objectifs du Millénaire en matière de développement ainsi que de consolider les nombreuses initiatives menées précédemment pour protéger, exploiter et gérer de façon rationnelle les ressources en eau et en tirer parti. À l'heure actuelle, la véritable difficulté consiste à focaliser l'attention sur les activités et politiques volontaristes qui favorisent la protection de l'eau à long terme et améliorent la couverture des services d'assainissement. Pour développer les ressources en eau de façon durable, il faudra poursuivre bien au-delà de 2003 l'action menée collectivement en vue d'établir et de renforcer les capacités. L'Année a permis de mieux faire comprendre l'importance de l'eau pour la vie et pour les cultures et d'associer directement les populations à la diffusion de messages concernant la conservation et la mise en valeur de cette précieuse ressource. Les efforts de sensibilisation ont porté leur fruit puisque, à la fin de l'Année, l'Assemblée générale a proclamé la période 2005-2015 Décennie internationale d'action, « L'eau, source de vie ».

4. Toutes les activités menées dans le cadre de l'Année internationale de l'eau douce, 2003, y compris la production de matériel d'information et de supports pédagogiques, ont été financées à l'aide des donations offertes par des

gouvernements ou par les principaux intéressés. Le Japon, les Pays-Bas, Singapour, la Suisse, le Tadjikistan et d'autres pays, ainsi que des organisations non gouvernementales et des partenaires du secteur privé ont ainsi apporté de généreuses contributions. Le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies a été d'un appui précieux en produisant du matériel d'information et des supports destinés à la presse, en diffusant des informations à travers le monde concernant l'Année et en organisant des séances d'information et des manifestations. Les organismes des Nations Unies qui s'occupent des ressources en eau ont mené une action spécifique coordonnée par le Comité des Nations Unies sur les ressources en eau (CNURE), pour marquer la célébration de l'Année et accordé une place particulière à cette célébration dans leurs budgets et programmes.

5. L'Année a suscité un intérêt massif et inspiré dans le monde entier une série d'initiatives dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Du 12 décembre 2002, jour officiel du lancement de l'Année, jusqu'à la fin de 2003, elle a attisé la créativité d'organismes internationaux et de banques de développement, de centres nationaux de coordination, de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé, de gestionnaires et d'experts dans le domaine de l'eau, de professionnels du spectacle, d'auteurs, d'artistes peintres et de simples citoyens de nombreux pays.

II. Arrangements institutionnels et coordination interinstitutions

6. L'Année internationale de l'eau douce, 2003, a été l'occasion de développer davantage les réseaux et mécanismes de coordination existants tant entre les organismes et institutions des Nations Unies associés au CNURE qu'entre le système des Nations Unies et tous les autres intéressés. Elle a également servi de tremplin à la promotion des initiatives en cours ayant trait à l'eau et permis de coordonner l'action menée par les organismes des Nations Unies en vue de promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau.

7. Dans sa résolution 55/196, l'Assemblée a invité le Sous-Comité des ressources en eau du Comité administratif de coordination (devenu le CNURE) à servir d'instance de coordination pour l'Année. Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sont convenus de coordonner ensemble les activités menées par le système des Nations Unies dans le cadre de l'Année.

8. Le lancement de l'Année, le 12 décembre 2002, a été marqué par deux manifestations parallèles tenues respectivement au Siège de l'ONU, à New York, et au siège de l'UNESCO, à Paris. À New York, il a donné lieu à une journée de célébration à laquelle ont été conviés des gouvernements, des organisations non gouvernementales et le secteur privé, avec l'appui généreux du Singapore Public Utilities Board et d'une entreprise privée. À l'UNESCO, le Directeur général a organisé une manifestation analogue pour marquer le commencement de l'Année internationale.

9. Le système des Nations Unies a par ailleurs appuyé et lancé les activités suivantes pendant l'Année :

a) L'UNESCO et le Conseil mondial de l'eau, aidés de la Cour permanente d'arbitrage et du Universities Partnership for Transboundary Waters (Partenariat des universités sur les eaux partagées), ont créé, pour les problèmes liés à l'eau, une structure de médiation chargée de régler les questions relatives aux cours d'eau internationaux, de trouver un mode de partage équitable des bassins fluviaux et de résoudre les conflits;

b) Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Conseil de coopération pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ont lancé la campagne WASH (« Water, Sanitation and Hygiene for All ») dans les écoles d'un certain nombre de pays;

c) Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a lancé son Initiative communautaire relative à l'eau (50 millions de dollars pour la période 2003-2008) et, avec la Gender and Water Alliance, son Guide sur la problématique hommes-femmes et l'eau;

d) Le PNUD, le Partenariat mondial pour l'eau et d'autres organisations ont lancé un programme en faveur d'une véritable gouvernance en matière d'eau;

e) Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a signé un mémorandum d'accord avec la Banque asiatique de développement (BAsD) pour créer le programme « De l'eau pour les villes asiatiques » (10 millions de dollars de subventions de la BAsD et d'ONU-Habitat pour les deux premières phases, et 500 millions de dollars sous forme de prêts de la BAsD pour des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans des villes situées en Asie au cours des cinq années à venir);

f) Au cours de la onzième session de la Commission du développement durable, qui s'est tenue à New York du 28 avril au 9 mai 2003, plusieurs manifestations spéciales ont eu lieu, notamment le vernissage de l'exposition multimédia « Goutte d'eau », une séance d'une demi-journée consacrée à l'Année et une présentation du *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*. La Commission a choisi l'eau, l'assainissement et les établissements humains comme thèmes principaux de son premier cycle de deux ans (douzième et treizième sessions, 2004-2005);

g) L'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies (APNU) a émis à New York, à Genève et à Vienne, une série de timbres commémorant l'Année internationale de l'eau douce;

h) À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, de la Journée mondiale de l'environnement, de la Rencontre internationale de Douchanbé sur le problème de l'eau douce et de la Journée mondiale de l'habitat, le Secrétaire général a fait des déclarations dans lesquelles il a souligné l'importance que la communauté internationale attache aux ressources en eau. Il a également rédigé l'avant-propos du *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*;

i) Un grand nombre de revues et de magazines publiés par des organismes des Nations Unies ont été consacrés à l'Année.

10. Les organismes des Nations Unies ont coopéré étroitement tout au long de l'Année dans le cadre d'un certain nombre d'activités mondiales axées sur les ressources en eau, notamment la célébration de la Journée mondiale de l'eau, de la Journée mondiale de l'environnement et de la Journée mondiale de l'habitat. Ils ont

également créé un Groupe de travail interinstitutions sur l'accès à l'eau et l'égalité des sexes, composé notamment des intermédiaires désignés pour la parité hommes-femmes et pour l'eau dans 15 organismes des Nations Unies et dans quatre organisations extérieures à l'ONU. La Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales a été choisie comme chef de projet. Le Groupe de travail compte apporter une contribution appréciable aux travaux de la Commission du développement durable en 2004 et 2005, aux travaux de l'Équipe spéciale pour les projets du Millénaire sur l'eau et l'assainissement et, en particulier, aux programmes de la Décennie internationale d'action, « L'eau, source de vie ».

11. Les activités menées en collaboration pendant l'Année avec de multiples partenaires – entités du système des Nations Unies, gouvernements, organisations non gouvernementales, institutions et secteur privé – ont été extrêmement utiles pour la préparation des douzième et treizième sessions de la Commission du développement durable, et elles se poursuivront tout au long de la Décennie « L'eau, source de vie ». Les activités lancées conjointement par le Département des affaires économiques et sociales et l'UNESCO ont jeté des bases solides pour une collaboration plus poussée à l'avenir.

12. Les cérémonies marquant la fin de l'Année internationale de l'eau douce se sont déroulées au siège de l'UNESCO, le 20 janvier 2004, en présence du Directeur général, du représentant du Département des affaires économiques et sociales et d'invités d'honneur, à l'issue d'une exposition multimédia de deux semaines intitulée « Goutte d'eau » présentée dans le hall de l'UNESCO.

III. Autres activités internationales

13. L'Année a également été marquée par la tenue d'un certain nombre d'autres grandes conférences en rapport avec l'eau dans différents pays, dont :

a) Le troisième Forum mondial de l'eau, que le Gouvernement japonais a accueilli, s'est tenu sous les auspices du Conseil mondial de l'eau à Tokyo, Osaka et Shiga, du 16 au 23 mars 2003. L'Année internationale de l'eau douce a servi de fil directeur à la conférence et a conduit des organisations internationales, des gouvernements et des acteurs importants à prendre des engagements débordant le cadre des activités habituelles;

b) La Rencontre internationale sur le problème de l'eau douce, tenue du 29 au 31 août 2003, a été accueillie par le Gouvernement du Tadjikistan et parrainée par le Département des affaires économiques et sociales, le PNUD, la Fondation Aga Khan et la Direction du développement et de la coopération (Suisse). Les signataires de l'Appel de Douchanbé sur le problème de l'eau demandaient que soit instituée une décennie internationale d'action consacrée à « L'eau, source de vie », 2005-2015. L'Assemblée générale a proclamé cette décennie dans sa résolution 58/217 en date du 23 décembre 2003;

c) La Conférence internationale intitulée « De l'eau pour les plus pauvres : mesures à prendre pour atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire », s'est tenue à Stavanger, en Norvège, les 4 et 5 novembre 2003, sous l'égide de l'Académie internationale de l'eau, en coopération avec un ensemble d'organisations non gouvernementales norvégiennes;

d) La Conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives et le partenariat dans le domaine des ressources en eau s'est tenue à Addis-Abeba, du 8 au 12 décembre 2003, sous les auspices du Conseil des ministres africains responsables de l'eau, du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et de la Commission économique pour l'Afrique;

e) Le Colloque international sur le thème « Sciences de l'eau : la base de la civilisation », organisé par le Comité national italien de l'Association internationale des sciences hydrologiques et le Comité national italien du Programme hydrologique international de l'UNESCO, s'est tenu à Rome, du 3 au 6 décembre 2003.

14. D'autres conférences internationales importantes se sont déroulées tout au long de l'Année, notamment dans les villes suivantes : Moscou; Kiev; Madrid; Boston, Los Angeles et Minneapolis (États-Unis d'Amérique); Lisbonne; Paris; Rome; Genève, soit elles étaient organisées dans le cadre de la célébration de l'Année internationale de l'eau douce, soit elles consacraient une grande partie de leur programme, de leurs tables rondes et des manifestations connexes au programme d'action de l'Année.

IV. Activités nationales

15. Le rôle majeur dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et accords relatifs à l'eau convenus aux échelons mondial et national revenant aux pouvoirs publics, on s'est particulièrement intéressé à ce qui se passait dans les différents pays et aux activités des centres nationaux de coordination. On a dénombré plus de 70 centres de coordination désignés sur le plan national – dont 36 par des comités du Programme hydrologique international dans le monde entier – et la plupart des pays ont organisé des manifestations pour célébrer l'Année. Les centres nationaux de coordination représentaient 25 pays d'Europe, 14 d'Amérique et des Caraïbes, 12 d'Afrique et d'Asie, 3 d'Asie centrale et 5 du Moyen-Orient.

16. Dans la plupart des pays, les centres nationaux de coordination désignés pour l'Année ont appuyé les activités menées à l'échelon national et pu autoriser l'utilisation de l'emblème officiel de l'Année de l'eau, 2003, à des fins non commerciales. Dans bien des cas, des manifestations ont été organisées aux niveaux municipal, provincial et national, pour la plupart avec l'appui de centres d'information des Nations Unies.

17. Le Conseil intergouvernemental du Programme hydrologique international et ses comités, en particulier, se sont employés activement à organiser des manifestations scientifiques et techniques ainsi que des campagnes d'information et de sensibilisation. Le film vidéo « L'eau, une goutte de vie » produit pour le Département des affaires économiques et sociales a été projeté dans le cadre d'un grand nombre de manifestations nationales ou locales spéciales, et il a été diffusé sur les chaînes de télévision d'un grand nombre de pays.

18. Sur le site Web officiel de l'Année internationale de l'eau douce, 2003 (<www.wateryear2003.org>), un ensemble de pages Web ont été allouées à chaque pays afin que les centres nationaux de coordination puissent promouvoir, dans la langue de leur pays, les commémorations prévues sur le plan national et faire connaître les activités organisées dans le pays. Ces pages nationales comportaient un

calendrier des manifestations nationales relié à celui des manifestations internationales, un volet éducation faisant état des supports pédagogiques spécifiquement consacrés à l'eau dans le pays, ainsi qu'une page d'information sur la situation du pays en matière d'eau, avec des liens permettant de s'informer plus avant. Un certain nombre de pays ont mené des campagnes de sensibilisation originales et produit des spots publicitaires qui ont été diffusés dans les salles de cinéma, sur les chaînes nationales de télévision et dans les transports publics.

V. Information et éducation du public

19. C'est dans le domaine de l'information et des projets pédagogiques visant tous les âges, tous les pays et toutes les professions que l'on trouve les réalisations les plus importantes de l'Année internationale de l'eau douce, 2003. Le site Web officiel de l'Année, hébergé par l'UNESCO, a joué un rôle important en faisant connaître les manifestations prévues dans le monde entier, sous forme de calendrier actualisé, et en offrant du matériel pédagogique pour des populations d'âges différents et de cultures diverses. Il comportait par ailleurs des liens vers des sites Web nationaux et des documents de fond de l'ONU sur des questions relatives à l'eau et indiquait concrètement ce que chacun pouvait faire pour s'impliquer. Aussi bien le contenu très riche du site (matériel pédagogique, faits et chiffres, activités et bulletin d'information) que les partenariats et les activités menées aux échelons local, national et international, véhiculaient un message essentiel, à savoir que l'éducation du public en matière d'eau passe par sa sensibilisation à la question.

20. L'exposition multimédia itinérante « Goutte d'eau » consacrée à l'Année a été financée par le Gouvernement néerlandais et lancée par le Département des affaires économiques et sociales au Dôme de l'eau à Johannesburg, durant le Sommet mondial pour le développement durable, en 2002, en prélude à l'Année. Cette exposition instructive et de grande qualité s'est ensuite transportée au troisième Forum mondial de l'eau, à Kyoto, puis à New York, pendant la onzième session de la Commission du développement durable, au printemps 2003. Elle a ensuite fait étape à Madrid et Genève avant de rejoindre l'UNESCO, à Paris, en janvier 2004.

21. La première édition du *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*, intitulé « L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie », dont la parution a coïncidé avec la célébration de la Journée mondiale de l'eau, lors du troisième Forum mondial de l'eau, au Japon, a constitué l'une des grandes contributions des organismes des Nations Unies durant l'Année. En partie parce qu'il a été publié au cours du Forum, ce rapport a suscité un vif intérêt de la part des médias. L'ouvrage porte sur l'ensemble des thèmes en rapport avec l'eau, depuis les questions touchant à la vie et au bien-être (santé, écosystèmes, villes, alimentation, industrie, énergie) jusqu'aux défis en matière de gestion (gérer les risques, partager les ressources hydriques, estimer la valeur de l'eau, assurer la base de connaissances, respecter les principes de la bonne gouvernance). Il est résolument axé sur les particuliers et les pouvoirs publics, dans lesquels il voit à la fois l'origine et la solution des problèmes qui se posent aujourd'hui en ce qui concerne l'eau. Un résumé du rapport a été diffusé dans neuf langues (allemand, anglais, arabe, bahasa malaysia (langue malaise), chinois, espagnol, français, japonais et russe).

22. Le bulletin *SPLASH!* consacré à l'Année, diffusé par voie électronique, recensait les pratiques optimales, signalait les manifestations et conférences à venir

et diffusait des nouvelles du monde entier. Il présentait de nouveaux matériels pédagogiques sur la gestion et la conservation des ressources en eau, et il s'est avéré un excellent moyen d'amener le public à participer activement aux activités de l'Année. Il était publié toutes les trois semaines dans trois langues officielles de l'ONU (anglais, espagnol et français).

23. Un service de presse a été assuré pour assister les médias et les journalistes intéressés. Le site Web éducatif du Département de l'information de l'ONU <www.un.org/Pubs/CyberSchoolB/french/index.org> a offert aux experts une vaste panoplie d'outils pédagogiques interactifs qui leur a permis d'acquérir des connaissances sur l'eau et l'assainissement. Dans sa promotion de l'Année, l'ONU s'est surtout attachée à fournir aux groupes les outils nécessaires pour mener une action au niveau local, et à sensibiliser les particuliers aux questions qui se posaient dans le domaine de l'eau.

24. Au début de décembre 2003, l'Université des Nations Unies, en coopération avec le Département des affaires économiques et sociales et avec le financement du Compte de l'ONU pour le développement, a annoncé le lancement d'une formation en ligne sanctionnée par un diplôme, visant à former des experts en gestion des ressources en eau. Ce cours de 250 heures, qui porte sur 10 grands thèmes, sera essentiellement destiné à des fonctionnaires et ingénieurs nationaux; il sera dispensé dans un premier temps dans trois centres régionaux (Afrique de l'Ouest, Pacifique Sud et Asie). Cette formation gratuite sera sanctionnée par un diplôme portant le sceau officiel de l'ONU. Le programme des cours a été établi par plus de 60 universitaires et professionnels du monde entier.

25. L'action menée par l'ensemble du système des Nations Unies a été soutenue par les centres d'information des Nations Unies du monde entier qui ont contribué à coordonner et organiser des manifestations et des conférences aux échelons national et local. Les centres ont également pris intégralement en charge le coût de la production et de la traduction des matériels d'information. Les centres d'information situés en Espagne, en Italie, au Japon et au Portugal se sont montrés particulièrement actifs. Certains pays, dont le Pakistan et le Tadjikistan, ont produit à l'occasion de l'Année des publications spéciales sur leurs ressources en eau.

26. Le Département de l'information et le Département des affaires économiques et sociales ont organisé conjointement, une journée d'information le 16 octobre 2003. Dans le cadre des réunions d'information hebdomadaires du Département de l'information et des organisations non gouvernementales, une table ronde sur le thème « Water for life: stewardship and sustainability » (L'eau pour la vie : gestion avisée et durabilité) a été organisée, suivie de spectacles musicaux et de deux séances (après-midi) sur le thème « L'eau pour la vie : de nouvelles perspectives sur la crise mondiale de l'eau ». Différents orateurs (représentants permanents auprès de l'ONU, représentants d'organisations non gouvernementales et militants écologistes) sont intervenus au cours des débats. Les organisations non gouvernementales ont largement participé et manifesté un grand intérêt.

27. L'équipe organisatrice de l'Année s'est dotée d'une boîte de messagerie électronique <Water Year 2003@un.org> dont elle a coordonné la gestion, à partir de New York (Département des affaires économiques et sociales) et de Paris (UNESCO), pour faire face aux milliers de demandes et propositions qui lui étaient faites dans plus de six langues différentes. Chaque jour, des questions lui étaient posées par des écoliers rédigeant un exposé sur l'eau, des étudiants en doctorat, des

professeurs d'université, des journaux locaux, des revues scientifiques, des enseignants, des services collectifs ou privés de distribution d'eau, des consultants en développement, des conseillers municipaux ou encore des associations de défense de l'environnement.

28. Le grand nombre de demandes émanant d'enseignants ou de professionnels dénotait un tel besoin de matériel pédagogique sur les questions en rapport avec l'eau, que le Département de l'information a été amené à publier un guide transculturel des ressources en eau à l'usage des écoles, intitulé « Every Body Counts, Every Drop Matters », que l'on peut acheter soit auprès du Département et à la Librairie de l'ONU, sous forme d'ouvrage relié.

VI. Partenariats

29. L'Année a offert aux organismes des Nations Unies une excellente occasion de coopérer avec des organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres composantes de la société civile. Son succès est essentiellement imputable à l'implication de ces partenaires dans des projets et manifestations ainsi que dans des activités conjointes tout au long de l'année 2003. Les organisations non gouvernementales et la société civile ont alimenté le site Web et le bulletin d'information électronique, et elles se sont trouvées au cœur des initiatives menées dans le cadre de l'Année tout en y jouant un rôle moteur. Les centres de coordination pour l'Année, au sein des organismes des Nations Unies et au niveau national, ont cherché activement à encourager les organisations non gouvernementales à coopérer tant à l'échelon local qu'au niveau national, et à établir des liens entre les groupes issus de la société civile et les projets et vice-versa. Comme une trentaine de messages électroniques arrivaient en moyenne chaque jour de groupements d'organisations non gouvernementales du monde entier, il a été possible de présenter le travail de nombre de ces groupes.

30. Les activités menées dans le cadre de l'Année étant autofinancées, conformément aux principes directeurs concernant les années internationales et les anniversaires, les partenariats ont joué un rôle capital, en favorisant le bon déroulement de l'Année 2003, et en contribuant à son succès. Les partenariats créés tout au long de l'année ont apporté des contributions diverses, en particulier en matière de publicité, de financement et de conception de projets.

31. Aux échelons local, national et international, les organisations non gouvernementales ont joué un rôle extrêmement actif dans la promotion de l'Année à travers le monde. L'organisation non gouvernementale britannique Water Aid, par exemple, s'est associée à d'autres organisations pour participer à la célébration de l'Année au Royaume-Uni. Dans le cadre de l'initiative régionale britannique qui visait à sensibiliser le public aux questions relatives à l'eau, ont été organisés des concours de photographie, d'essai littéraire et de dessin. Le réseau Earth Day Network a lancé une campagne de deux ans (2003-2004) qui braquait les phares sur des problèmes critiques en matière d'accès à l'eau, de santé et de consommation. Son site Web interactif recensait les documents, à l'intention des enseignants et des élèves, qui expliquaient comment évaluer la qualité des ressources locales en eau, et il suggérait un certain nombre d'interventions. Il présentait également l'expérience de certaines collectivités du monde confrontées à des problèmes d'eau, notamment l'histoire de 10 enfants souffrant de la soif. Il invitait les entreprises à s'associer aux

efforts déployés pour conserver l'eau, en participant au Earth Day Corporate Water Challenge. Rotary International a de son propre chef joué un rôle actif dans la célébration de l'Année; l'un de ses grands projets a consisté à offrir des citernes à eau de secours à la population de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont l'accès à l'eau est problématique.

32. Les jeunes étant les futurs consommateurs, gestionnaires, professionnels ou décideurs en matière d'eau, ils sont la clef d'un avenir dans lequel les populations seront sensibilisées à la question et seront donc en mesure de résoudre les problèmes liés à la consommation excessive d'eau, à la surexploitation des ressources et à la pollution. De ce fait, il était primordial de les faire participer activement à l'Année. Des centres de liaison pour la jeunesse ont ainsi été créés dans un grand nombre de pays, et plusieurs associations de jeunes et organisations non gouvernementales se sont associées aux célébrations de l'Année. Ces centres de liaison ont reçu chaque mois des éléments d'information et ont été invités à contribuer à la rédaction du bulletin électronique et à alimenter le site Web.

33. Le secteur privé a participé, sur le plan financier et de diverses autres façons, aux différents projets qui se sont déroulés durant l'Année. À plusieurs reprises, des entreprises privées ont accepté de donner des produits à des régions en mal de solutions pour pallier le manque de ressources en eau. Nombre d'artistes ont manifesté un grand intérêt pour l'Année, faisant don de tableaux ou autres œuvres et mettant leur talent au service des campagnes de sensibilisation. Certaines des photographies présentées sur le site Web de l'Année, par exemple, ont été gracieusement fournies par Panos Pictures, agence de photographie londonienne représentant des reporters photographes du monde entier.

34. De nombreuses entreprises du secteur privé ont généreusement offert leurs services pour aider à diffuser les messages de l'Année. On peut citer, par exemple, l'utilisation de l'emblème officiel de l'Année de l'eau 2003 sur les affiches publicitaires d'un film pour enfants intitulé « Les enfants de la pluie », visant à faire connaître l'importance de solutions durables pour les ressources en eau. La société productrice du film a également contribué à la production de matériels pédagogiques autour du thème du film, afin de promouvoir l'Année.

VII. Exemples d'enseignements tirés

35. **Le fait qu'il existe déjà à l'échelle du système des Nations Unies des programmes consacrés aux ressources en eau (le CNURE et son Programme mondial d'évaluation des ressources en eau) et que ces programmes aient pris part aux activités menées dans le cadre de l'Année a été un atout précieux pour les organes de coordination. La communication et le partage de l'information entre les différents organismes s'en sont trouvés facilités, et des éléments d'information concrets ont pu être mis à disposition sur le site Web et communiqués aux institutions pour mener leurs activités ainsi qu'au public, aux organisations non gouvernementales et au secteur privé en réponse à leurs requêtes et demandes d'information.**

36. **Le grand public est très désireux de savoir ce que font les organismes des Nations Unies. Il est important que l'information soit présentée de telle sorte qu'il puisse la comprendre et en tirer parti. Le fait que le site Web commun n'ait pas été géré par un seul organisme a facilité la mise à disposition du**

public d'informations concernant les activités et projets menés par l'ensemble du système.

37. Les centres de coordination du système des Nations Unies ou nationaux jouent également un rôle essentiel dans la viabilité d'une telle campagne. Ils devraient être en contact avec les principaux intéressés (jeunes, femmes, monde de l'entreprise). Il serait bon que le site Web conçoive une liste des points de contact pour les grands groupes dans chaque pays. Il faudrait donner à ces groupes du matériel pédagogique, l'emblème officiel, un espace Web, etc.

38. Il faudrait concevoir des matériels adaptés aux jeunes et utilisables par eux (autocollants, affiches et autres ressources), et leur donner des idées de projets. Les associations de jeunes ont exprimé le désir de recevoir des directives sur la façon de participer, sur les projets à exécuter, sur l'action à mener pour mobiliser des fonds, etc. Les jeunes constituent un bon canal pour la diffusion des messages.

39. Il aurait été judicieux que les centres nationaux de coordination disposent de directives sur la façon d'aborder le secteur privé en vue de mobiliser des fonds et de constituer des partenariats, et que ces directives puissent également être consultées sur le site Web. Il aurait également été utile qu'une personne se consacre à la coopération avec le secteur privé en vue de négocier et de garantir la fonction de partenariats susceptibles d'offrir microcrédit, bourses ou subventions à diverses associations du monde entier actives aux échelons local et national. Une telle possibilité devrait être envisagée dans le cadre de la Décennie internationale d'action, « L'eau, source de vie ».

40. Le bulletin électronique « SPLASH! » a permis d'informer les lecteurs en différentes langues et d'orienter les internautes vers le site Web. Si l'on consacre du temps et de l'énergie à mettre au point un site Web à l'usage des associations, il faut consacrer tout autant de temps et d'énergie à faire en sorte que cet outil conserve sa pertinence en l'actualisant régulièrement.

VIII. Après 2003

41. L'eau demeure au cœur des préoccupations de la communauté internationale et, dans les années à venir, elle fera l'objet d'un certain nombre de manifestations internationales importantes. Dans le cadre de son cycle actuel d'évaluation et d'orientation (douzième et treizième sessions, 2004-2005), la Commission du développement durable examine les thèmes de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains.

42. En 2004, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau (22 mars), le Secrétaire général a annoncé la création d'un Conseil consultatif des Nations Unies sur l'eau et l'assainissement de haut niveau, chargé de mobiliser les énergies sur ces questions dans le cadre de l'action menée au plan mondial pour supprimer la pauvreté et parvenir au développement durable, dont le Département des affaires économiques et sociales assurera le secrétariat. L'ancien Premier Ministre japonais Ryutaro Hashimoto a accepté d'assurer la présidence de ce Conseil composé de personnalités éminentes très diverses, d'experts scientifiques et d'autres personnes qui ont montré qu'elles savaient motiver les autres, faire bouger l'appareil étatique et coopérer avec les médias, le secteur privé et la société civile. On attend du Conseil qu'il mette à

profit les compétences exceptionnelles de ses membres pour faire mieux connaître les questions relatives à l'eau et à l'assainissement, aider à mobiliser des fonds en faveur de projets dans ces domaines et encourager la formation de nouveaux partenariats.

43. En 2005, la Journée mondiale de l'eau qui sera célébrée le 22 mars, verra le lancement de la Décennie internationale d'action, « L'eau, source de vie », qui couvrira les années 2005 à 2015. Cette Décennie coïncidera avec le calendrier prévu pour la réalisation des objectifs du Millénaire en matière de développement ainsi qu'avec les engagements pris en matière d'eau et d'assainissement dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg issu du Sommet mondial pour le développement durable, ce qui justifie pleinement que l'on s'attache avec un soin tout particulier aux questions de l'eau et de l'assainissement. La Décennie offrira une nouvelle occasion de faire participer de plus près davantage de personnes, et de prévoir des projets concrets, à long terme, pour associer plus activement tous les secteurs de la société à une consommation et à une gestion durables des ressources en eau. Le CNURE étudie actuellement un programme de travail pour la Décennie, qui privilégie grandement les activités de mise en œuvre. Les enseignements tirés, les partenariats constitués et l'information recueillie tout au long de l'Année seront à n'en pas douter d'un appui précieux pour aborder la Décennie internationale d'action, « L'eau, source de vie ».
